

Reynders veut mettre Proximus à l'étalage

Le vice-Premier ministre libéral veut avancer dans la vente de participations publiques.

MARTIN BUXANT

Il y a quelques semaines, le ministre des Finances Johan Van Overtveldt (N-VA) plaidait, dans les colonnes de L'Echo, pour une privatisation de la SNCB. Aujourd'hui, Didier Reynders recadre. «*Ce n'est pas la priorité*», assure-t-il dans l'interview qu'il nous a accordée.

Le vice-Premier libéral a d'autres idées en tête. Il estime effectivement que le gouvernement doit «*avancer*» dans la vente de participations publiques. C'est «*le sujet à trancher*», reconnaît-il. L'enjeu des prochaines semaines pour le gouvernement Michel est donc fixé.

Dans son viseur: les banques et les télécoms. «*Ne vaut-il pas mieux avoir un Etat moins présent dans le secteur bancaire et les télécoms mais qui dispose de moyens pour financer l'économie, les transports, le métro à Bruxelles, etc.?*», questionne Didier Reynders,

qui pointe notre taux d'endettement et les besoins budgétaires pour réaliser ces investissements.

Et le ministre d'enfoncer le clou: «*Le débat doit avoir lieu sur l'avenir de Proximus*», martèle-t-il. Il ne tranche toutefois pas sur les modalités concrètes, évoquant «*des alliances avec des partenaires ou une revente totale ou en partie*».

Sur le bancaire, «*nos opérations de sauvetage de la crise portent leurs fruits*», juge Reynders. Fortis, on doit évaluer et voir comment céder et montrer que c'est bénéficiaire». Et Belfius ? «*On doit avancer sur l'entrée en Bourse car l'Etat n'a pas vocation à rester banquier. On doit avoir une plus-value sur la revente d'actions via l'entrée en Bourse mais on doit garder une maîtrise du dividende*», estime le vice-Premier MR. Mettre une partie de Belfius en Bourse, c'est avant tout la protéger.»

LIRE EN PAGES 8 ET 9

Didier Reynders
«Je suis fatigué des mensonges de la gauche»

«On doit avancer sur l'entrée en Bourse de Belfius car l'Etat n'a pas vocation à rester banquier.»

DIDIER REYNDERS
VICE-PREMIER MINISTRE (MR)

LES PHRASES CLÉS

«Sur l'asile, je note l'hypocrisie: qui dirige la police qui met de l'ordre au parc Maximilien? Philippe Close, un bourgmestre socialiste.»

«Ecolo et la FG7B, c'est le degré zéro de la politique avec leurs caricatures.»

«Le gouvernement va poursuivre ses réformes et trancher sur la revende des actifs de l'Etat. Le cas *Beffus* et le cas de *Proximus* également sont sur la table.»

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Ilen va des grands requins comme de ce libéral-ci. Au premier temps (de la valse), décrire de grands cercles, l'air de ne pas trop y toucher, devisant de tout et de rien, des affaires du monde, puis, second temps, serrer la proie, la tester, la mordiller une première fois, pour finir, troisième temps, par fondre dessus pour la mettre en pièces détachées.

Ce jeudi midi, Didier Reynders est calé sur le sofa de son bureau, au cabinet des Affaires étrangères, l'eau pétillante a été servie, le magnétophone tourne.

Incise: on s'en voudrait de passer sous silence les blagues et bons mots autour d'une sculpture de Stéphane Halleux qu'il vient d'acquérir et qui trône au milieu de son bureau. L'œuvre est intitulée «Fonctionnaire à Hélice». Tout un programme. «En voilà un qui ne partira pas en grève mardi prochain», sourit le maître des lieux.

Et puis, dimanche dernier, il y a eu ce référendum en Catalogne. Qui a jeté une lumière crue sur la violence des rapports entre Madrid et Barcelone. La Belgique, avec son gouvernement où siègent les nationalistes flamands, a été en pointe pour dénoncer la violence. Une semaine plus tard, Didier Reynders dit ceci: «J'ai eu mon collègue espagnol au téléphone cette semaine. Le message est le suivant: la manière dont les forces de police sont intervenues a provoqué un certain émoi et les Espagnols le comprennent. Je ne dis pas qu'ils l'acceptent, ils jugent l'usage de leur force proportionné, mais ils comprennent qu'on puisse être heurté. Mon collègue espagnol est tout à fait conscient de cela, il comprend que le débat ait lieu. Maintenant, la vraie difficulté des Espagnols porte sur la constitutionnalité de ce référendum. On ne peut pas organiser ce vote, selon eux, c'était illégal. Troisième élément: comment organiser un dialogue? Une discussion entre Madrid et Barcelone sur la manière d'organiser l'autonomie. La Belgique espère que c'est cette voie-là qui sera suivie.»

Quand même, oppose-t-on, que va faire la Belgique si la Catalogne déclare son indépendance – une Belgique dopée aux hormones nationalistes flamandes... «Le message est passé: la Belgique mise sur le dialogue interne espagnol. On laisse les populations s'exprimer. On respecte les décisions qui sont prises que ce soit sur l'Ecosse ou le Brexit. En Cata-

logne, on appelle au dialogue espagnol.» Vous n'emmènerez pas Reynders là où il ne veut pas mettre les pieds – c'est-à-dire à prendre position pour ou contre les Catalans.

«Moi, je n'ai jamais changé de position sur le sujet, on regardera plus loin quand le problème viendra sur la table.» Rien de neuf sous le soleil espagnol. «On nous bassine aujourd'hui avec la N-VA, mais du temps de la Volksunie, ils étaient déjà tous en Catalogne pour soutenir les indépendantistes. Aujourd'hui, il y a une mode: on considère que tout ce que dit ou fait la N-VA est nouveau. Or ce n'est pas le cas: le courant pro-catalan est présent depuis des années au sein du mouvement flamand.»

Mais il y a néanmoins un parallèle à dresser entre Flandre et la Catalogne – deux régions riches qui veulent abandonner un Etat plus pauvre. Il dit: «Le seul parallèle, c'est que dans un monde globalisé, des gens ont besoin

d'un ancrage local, une reconnaissance pour le niveau local. Plus le monde est globalisé et l'Europe ouverte, plus on a cette soif de reconnaissance du local. On a le même genre de débat avec la Pologne ou avec la Hongrie.» Et il revient sur une de ses propositions phares, formulée l'année dernière. «En Europe, on doit pouvoir parvenir à la mise en place d'un mécanisme de monitoring des droits humains et de l'Etat de droit. Il n'est pas normal qu'on attende que se pose un problème pour réagir. On examine les budgets de tous les pays membres chaque année, je ne vois pas bien pourquoi – comme à l'ONU – on ne pourrait pas organiser un examen de l'Etat de droit. L'Europe passe son temps à donner des leçons de démocratie partout dans le monde, il serait temps de faire notre propre introspection. Si on examine les choses avec tellement de détails sur les critères économiques, il n'y a pas de raison qu'on ne fasse pas de même avec des critères politiques. Mais je pense que l'idée fait son chemin, on progresse. J'ai même été félicité par Olivier Maingain, comme quoi tout arrive.»

Là, on arrive doucement en eau profonde. Où le squalo va attraper sa proie et ne la lâchera plus.

«Notre campagne marche bien»

Il dit: «La marque Belgique fonctionne bien à l'étranger. On a bien rebondi depuis les attentats, on a fait un énorme travail pour expliquer que ce qui s'était passé à Bruxelles, se passait à Londres, Barcelone, Paris et en Allemagne. On a retrouvé une bonne image, notre campagne marche bien.»

Il dit: «Mais j'ai surtout appris à faire la différence entre la réalité des choses et la manière dont l'opposition essaye de faire parler de nous à l'étranger. Allez, quand j'ai vu se développer cette campagne de désinformation sur un volet de la gestion du parc Maximilien, avec les officiels soudanais, j'ai trouvé ça invraisemblable.»

Il est parti: «A la limite, si j'étais terre à terre, comme on le dit souvent, la désinformation de l'opposition ne me toucherait pas beaucoup vu que pour notre campagne à l'ONU (pour un siège au conseil de sécurité en 2019-2020, NIDLR), la Belgique votera quand même pour la Belgique. Donc peu importe ce que pense Ecolo de la situation.» «Mais quand on essaye de faire monter en flèche une polémique, probablement sur base d'une communication forcée de Theo Francken, une communication qui commence aussi à me fatiguer, je dois le dire, ça m'énerve. On aligne les dérapages. Après des jeunes d'Ecolo qui revisitent l'Histoire de manière catastrophique, je vois que la FG7B fait pareil (allusion au tract de la FG7B où Pierre-Yves Jeholet est appelé l'ami du «nazi Francken»). Quand on est tombé au degré zéro de la politique comme Ecolo ou le syndicat socialiste, c'est surtout en Belgique que ça fait du tort.»

«Ces gens-là ont une absence de regard sur

ce qui se passe dans le monde. Dans ce parc

«On nous bassine avec la N-VA aujourd'hui, mais du temps de la Volksunie, ils étaient déjà tous en Catalogne.»

Maximilien, ce sont des illégaux, ils ne veulent pas de l'asile. Dès lors, qui intervient? La police de Bruxelles. Et la police de Bruxelles, c'est qui? C'est Philippe Close, un bourgmestre socialiste. Je n'ai pas vu qu'il avait ordonné à sa police de ne pas mettre de l'ordre dans le parc. La situation est très simple: soit on demande l'asile et on se retrouve dans un processus, soit on ne le demande pas et on se retrouve dans l'illégalité. Et quand on a des gens illégaux en centre fermé, on doit les renvoyer dans leur pays mais pour les renvoyer on doit savoir qui ils sont. On a donc des procédures avec certains pays pour les identifications. La France de François Hollande travaillait avec le Soudan, je n'ai pas entendu un seul socialiste s'en offusquer, la Suède a expulsé de manière forcée des illégaux Soudanais vers le Soudan et qui a fait cela? Un gouvernement avec des socialistes et des Ecolos.» Il a dit cela d'une traite – excédé qu'il est par les piques de la gauche, singulièrement Ecolo, pour le moment, vu que «les socialistes sont empêtrés dans d'autres problèmes».

Et il reprend: «Il y a une manipulation des

faits et c'est fatigant. Pareil sur le dossier des ventes d'armes: Ecolo passe son temps à discuter des ventes d'armes à l'Arabie saoudite. Très bien. Mais vous pensez que quand Jean-Marc Nollet était vice-président du gouvernement wallon, il ne vendait pas d'armes à l'Arabie saoudite? Il faut arrêter de manipuler la vérité. Ecolo et Nollet ont approuvé une politique de vente d'armes à l'Arabie saoudite pendant des années, ils étaient solidaires des décisions prises par le gouvernement. Alors, merci bien pour les leçons d'éthique et de gouvernance.» Moi, dit-il, «j'ai reçu mes collègues qatari et saoudien et je leur ai demandé très concrètement comment améliorer les choses au niveau du financement des cultes en Belgique. Et on y travaille: on va même avoir une mission qui va partir en Arabie saoudite. C'est un travail de fond et évidemment c'est moins relayé que quand Ecolo hurle des choses inexactes. Ils s'offusquent à géométries variables et mentent. Ça devient compliqué à gérer...»

Mardi prochain sera le jour de la déclaration gouvernementale et – en prime – de la grève décrétée par le syndicat socialiste dans les services publics. «Les choses sont aujourd'hui extrêmement claires: ce syndicat mène un combat uniquement politique. Quand j'entends Thierry Bodson (FG7B) appeler à des majorités PTB, PS, Ecolo, je me dis que j'ai bien fait de m'installer à Bruxelles. Ensuite, comme je suis très solidaire de la Wallonie, j'ajoute qu'on va tout faire pour éviter cela, ce ne sont plus des grèves de revendications, c'est une grève où les

«Vous pensez que quand Nollet était au gouvernement wallon, on ne vendait plus d'armes à l'Arabie saoudite?»

responsables disent 'on veut former un autre gouvernement'. Il y a des pays dans lesquels la continuité du service public, le service minimum, existe. Y compris des pays gérés par des socialistes.»

L'argument de la gauche et des syndicats est d'expliquer l'impraticabilité d'un service minimum.

«Même à la RTBF...»

«Mais qu'on arrête de faire croire cela! Il n'y aurait donc qu'en Belgique qu'on ne pourrait pas le faire?! Quand on voit que même à la RTBF, il y a un service minimum en temps de grève, je dis bien même à la RTBF, il y a quelque chose de prévu en temps de grève... Quand on connaît un peu l'orientation de la maison RTBF... Je me dis que si même là c'est possible, on doit pouvoir faire quelque chose à la SNCB. Le transport, pour la plupart des gens, c'est vital, comme les hôpitaux. Mais face à un syndicat qui a choisi de faire de la politique, il n'y a aucun espace de discussion possible, donc on essaye de discuter avec les autres syndicats, le plus largement possible.»

Mardi, au Parlement fédéral, l'exécutif effectuera sa rentrée. «On expliquera que nos réformes sont lancées, qu'on a avancé sur les pensions, l'asile, la fiscalité. On s'était engagé à ne pas s'embarquer dans du communautaire et on a tenu parole. On sait que c'est un travail de longue haleine et on veut continuer: soutenir encore plus massivement l'économie avec cette réforme de l'impôt des sociétés.»

«Parallèlement à cela, le sujet à trancher, vu notre taux d'endettement et les besoins budgétaires, c'est de remettre sur la table nos participations publiques. J'ai vu le débat sur les chemins de fer, pour moi, ce n'est pas la priorité (lancé par Johan Van Overtveldt dans ces colonnes, NDLR), je le dis très clairement: il y a le bancaire et les télécoms. Sur le bancaire, nos opérations de sauvetage de la crise portent leurs

fruits. Fortis, on doit évaluer et voir comment céder et montrer que c'est bénéficiaire. Belfius?

Quand j'ai proposé de racheter à 4 milliards à l'époque, on m'a traité de fou. Aujourd'hui, la banque est valorisée à bien plus haut. Maintenant, on doit avancer sur l'entrée en Bourse car l'Etat n'a pas vocation à rester banquier. Je le dis depuis le début. On doit avoir une plus-value sur la revente d'actions via l'entrée en Bourse mais on doit garder une maîtrise du dividende. Vous savez, mettre une partie de Belfius en Bourse, c'est avant tout la protéger. Nous avons laissé une grande latitude au management, mais si demain un autre gouvernement arrive et veut reprendre les choses en main, le PTB par exemple, on écarte les banquiers, imaginez, c'est reparti vers la faillite.»

Sur le bancaire, finalement, le mouton noir, c'est Dexia. «On reste avec ça sur les bras, c'est vrai. Mais qui gérait Dexia? Ce n'était pas un méchant financier américain, c'était le monde chrétien avec les communes, avec une présence massive de la sphère socialiste.»

Last but not least, les télécoms. «Le débat doit avoir lieu sur l'avenir de Proximus. Est-ce que l'avenir de cette entreprise ce sont des alliances avec des partenaires ou une revente totale ou en partie? Tout en gardant un œil aussi sur les dividendes. La question de fond est là même: est-ce que dans le monde dans lequel on vit l'Etat a vocation à être l'actionnaire de ces différents acteurs avec des moyens importants immobilisés alors qu'on a besoin d'argent pour financer des investissements. Du métro à Bruxelles, Charleroi, Liège ou ailleurs? Là, je crains qu'on aille de nouveau vers une confrontation idéologique. Mais on doit avancer: ne vaut-il pas mieux avoir un Etat moins présent dans le secteur bancaire et les télécoms mais qui dispose de moyens pour financer l'économie, les transports, le métro à Bruxelles, etc.?»

Repu, le grand requin poursuit sa route sans se retourner.